

AP n° 2025-APC-293-IC

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE  
portant prescriptions complémentaires à l'égard des installations  
de la société VEOLOG  
dont le siège social est situé à Bussy-Lettrée (51320)  
pour les activités exploitées sur la commune de Bussy-Lettrée (51320)**

**Le Préfet de la Marne**

**Vu** le Code de l'environnement, et notamment son article R.181-46 concernant les modifications substantielles ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 98-A-93-IC du 29 septembre 1998, complété par les arrêtés préfectoraux n° 99-A-13-IC du 18 février 1999 et n°2015-APC-33-IC du 12 juin 2015, encadrant les activités sur le site VEOLOG-1 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2000-A-100-IC du 24 juillet 2000, complété par les arrêtés préfectoraux n° 2002-A-29-IC du 1<sup>er</sup> mars 2002, n°2015-APC-34-IC du 12 juin 2015 et n°2019-APC-76-IC du 11 juin 2019 encadrant les activités sur le site VEOLOG-2 ;

**Vu** la demande de la société VEOLOG, transmise le 29 décembre 2020, relative à la gestion administrative et à la modification d'exploitation au sein des établissements VEOLOG-1 et VEOLOG-2 ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 7 novembre 2025 ;

**Vu** le courrier transmis à l'exploitant le 22 décembre 2025 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

**Vu** les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 29 janvier 2026 .

**Considérant** que les installations soumises à enregistrement au titre de la rubrique n° 1510 doivent, dans le cas général, être conformes aux prescriptions générales fixées par l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 ;

**Considérant** que l'exploitant a procédé à des travaux de mise en conformité de ses équipements et aménagements afin de répondre aux exigences de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux entrepôts couverts, notamment en matière de défense incendie ;

**Considérant** que l'exploitant demande l'augmentation de la capacité de stockage sous la rubrique 4755 (alcool de bouche) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Considérant** que l'exploitant a transmis tous les éléments d'appréciation de ces modifications ;

**Considérant** que les modifications sollicitées ne revêtent pas de caractère substantiel au sens de l'article R.181-46 du Code de l'environnement ;

**Considérant** que les modifications sollicitées ne remettent pas en cause les conclusions de l'étude de danger du site ;

**Considérant** que ces demandes ne modifient pas le classement du site, déjà soumis au régime de l'autorisation au sens de la réglementation ;

**Considérant** qu'il convient d'encadrer ces modifications et éléments par voie d'arrêté préfectoral complémentaire.

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

## **ARRETE**

### **Article 1 : Objet**

La société VEOLOG, dont le siège social est situé ZAC n°1 - rue Henri Guillaumet – Vatry-Aéroport – 51230 Bussy-Lettrée, est autorisée à poursuivre ses activités sur les sites VEOLOG-1 et VEOLOG-2 sis rue Henri Guillaumet – 51230 Bussy-Lettrée, sous réserve du respect des dossiers de porter-à-connaissance transmis ainsi que des prescriptions des actes antérieurs, abrogés, modifiées et complétées par celles du présent arrêté.

### **Article 2 : Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs**

Les actes et prescriptions suivants sont abrogés, modifiés ou complétés :

<b>VEOLOG-1, arrêté n°98-A-93-IC du 29/09/1998 VEOLOG-2, arrêté n° 2000-A-100-IC du 24/07/2000</b>	<b>modifié et complété selon le détail suivant :</b>	<b>prescriptions édictées dans le présent arrêté préfectoral complémentaire :</b>
article 1.2 relatif à l'autorisation d'exploiter	remplacé	article 3
article 4.1 relatif aux prélèvements et consommation d'eau	remplacé	article 6
article 4.5 relatif aux eaux pluviales non polluées	remplacé	article 7
article 4.6 relatif aux eaux pluviales polluées	remplacé	article 8
article 4.7 relatif aux eaux d'extinction	remplacé	article 9
article 6.2 relatif à la nature des déchets produits	remplacé	article 10
article 8.1.2 relatif aux accès, voies et aires de circulation	remplacé	article 11
article 8.2.1 relatif aux locaux et bâtiments résistant au feu	remplacé	article 12
article 8.2.3 relatif aux locaux techniques	remplacé	article 13
article 8.9.4 relatif au chauffage et ventilation des locaux	remplacé	article 14
article 8.12.2 relatif au matériel de lutte contre l'incendie	remplacé	article 15

<b>VEOLOG-1, arrêté complémentaire n° 99-A-13-IC du 18/02/1999</b>	<b>abrogés</b>	<b>prescription édictée par le présent arrêté préfectoral complémentaire, article 2</b>
<b>VEOLOG-1, arrêté complémentaire n° 2015-APC-33-IC du 12/06/2015</b>		
<b>VEOLOG-2, arrêté complémentaire n° 2002-A-29-IC du 01/03/2002</b>		
<b>VEOLOG-2, arrêté complémentaire n° 2015-APC-34-IC du 12/06/2015</b>		
<b>VEOLOG-2, arrêté complémentaire n° 2019-APC-76-IC du 11/06/2019</b>		

### **Article 3 : Autorisation d'exploiter**

Le classement des installations et activités exercées sur le site est le suivant :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Caractéristiques de l'installation et volumes autorisés	Régime <sup>(1)</sup> et dépassement direct du statut seveso <sup>(2)</sup> le cas échéant
4755-2a	Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables. 2. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur 40 % : la quantité susceptible d'être présente étant : a) Supérieure ou égale à 500 m <sup>3</sup>	<b>2 750 m<sup>3</sup></b> <i>selon la répartition maximale suivante :</i> <i>Bâtiment V1 : 2150m<sup>3</sup>, soit 150m<sup>3</sup> en cellule1, 1000m<sup>3</sup> en cellules 2 et 3,</i> <i>Bâtiment V2 : 600m<sup>3</sup>, soit 200m<sup>3</sup> par cellule</i>	A
1510-2b (y compris 1530, 1532, 2662, 2663 et 1511)	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques : 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant b) Supérieur ou égal à 50 000 m <sup>3</sup> mais inférieur à 900 000 m <sup>3</sup> Un entrepôt est considéré comme utilisé pour le stockage de produits classés dans une unique rubrique de la nomenclature dès lors que la quantité totale d'autres matières ou produits combustibles présente dans cet entrepôt est inférieure ou égale à 500 tonnes.	<b>Capacité totale maximale : 552 024 m<sup>3</sup></b> ≥ 500 t de combustibles <i>Le bâtiment 1 abrite au maximum 35 000 palettes de marchandises (volume moyen unitaire d'environ 1,6 m<sup>3</sup>) soit 56 000 m<sup>3</sup>.</i> <i>Sur ce volume, on peut, à un instant donné, avoir plus de :</i> <i>→ 20 000 m<sup>3</sup> de papiers, cartons, bois</i> <i>→ 1 000 m<sup>3</sup> de matières plastiques (hors produits halogénés ou azotés)</i> <i>→ 200 m<sup>3</sup> de matières plastiques autres (PVC, ...)</i>	E
1185-2a	Gaz à effet de serre fluorés visés à <a href="#">l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014</a> relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant <a href="#">le règlement (CE) n° 842/2006</a> ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par <a href="#">le règlement (CE) n° 1005/2009</a> (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg.	<b>393,60 kg</b>	DC
2925-1	Accumulateurs électriques (atelier de charge d'). 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération <sup>(1)</sup> étant supérieure à 50 kW	<b>400 kW</b>	D

(1) A : autorisation, E : enregistrement, DC : déclaration contrôlée, D : déclaration,

(2) SSH : Seveso seuil haut, SSB : Seveso seuil bas

Un registre des produits dangereux est tenu à jour pour vérifier à tout instant le respect de ces dispositions.

#### Article 4 : Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelle (section, numéro)
BUSSY-LETTREE	ZB n°5, 6 et 7

Les installations mentionnées à l'article 3 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'Inspection des installations classées.

#### Article 5 : Textes applicables

La mise en application à la date d'effet des prescriptions du présent arrêté entraîne l'abrogation de toutes les dispositions antérieures, contraires ou identiques, ayant le même objet.

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
11/04/2017	Arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique n° 1510
04/08/2014	Arrêté du 4 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1185
04/10/2010	Arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
29/05/2000	Arrêté du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 "accumulateurs (ateliers de charge d)"

#### Article 6 : prélèvements et consommation d'eau

Les articles 4.1 des arrêtés préfectoraux n° 98-A-93-IC du 29 septembre 1998 et n° 2000-A-100-IC du 24 juillet 2000, applicables aux établissements nommés respectivement VEOLOG-1 et VEOLOG-2, sont remplacés par :

« L'établissement est alimenté en eau par le réseau d'alimentation de la ZAC.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. Cette consommation est limitée à 12 m<sup>3</sup>/jour pour 2 000 m<sup>3</sup>/an.

Les installations d'alimentation en eau sont munies d'un dispositif de mesure totaliseur. Ce dispositif est relevé chaque trimestre et les résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.

Les ouvrages sont équipés d'un clapet anti-retour ou de tout autre dispositif équivalent. »

#### Article 7 : eaux pluviales non polluées

Les articles 4.5 des arrêtés préfectoraux n° 98-A-93-IC du 29 septembre 1998 et n° 2000-A-100-IC du 24 juillet 2000, applicables aux établissements nommés respectivement VEOLOG-1 et VEOLOG-2, sont remplacés par :

« Les eaux pluviales de toiture sont envoyées dans deux bassins d'infiltration de volumes respectifs de 700 m<sup>3</sup> et 900 m<sup>3</sup>. Le fond de ces bassins, creusé dans le terrain en place, est constitué d'un lit de graviers. Ces bassins font l'objet d'un entretien régulier. »

#### Article 8 : eaux pluviales polluées

Les articles 4.6 des arrêtés préfectoraux n° 98-A-93-IC du 29 septembre 1998 et n° 2000-A-100-IC du 24 juillet 2000, applicables aux établissements nommés respectivement VEOLOG-1 et VEOLOG-2, sont remplacés par :

« Les eaux pluviales collectées sur les surfaces imperméabilisées autres que les toitures, doivent être dirigées vers des dispositifs de traitement de type déboureur-séparateur d'hydrocarbures avec système autobloquant

permettant un débit traité d'au moins 70 l/s au droit du bâtiment VEOLOG-1 et 64 l/s au droit du bâtiment VEOLOG-2, avant rejet dans le réseau d'eaux pluviales de la ZAC.

Elles présentent les caractéristiques suivantes :

Paramètres	Concentration maximale instantanée (mg/l)	Concentration maximale moyenne sur 24 heures (mg/l)	Méthode de mesure
MES	35	30	NFT 90-105
DCO	300	125	NFT 90-101
NGL	10	2	NFT 90-012 / NFT 90-013
Hydrocarbures	10	5	NFT 90-114

Le pH doit être compris entre 5,5 et 8,5 et la température doit être inférieure à 30°C.

En outre, les effluents doivent être exempts :

- de produits dangereux dans des concentrations telles qu'ils soient susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables,
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages,
- de matières flottantes,

et ne dégageront aucune odeur. »

#### Article 9 : eaux d'extinction

Les articles 4.7 des arrêtés préfectoraux n° 98-A-93-IC du 29 septembre 1998 et n° 2000-A-100-IC du 24 juillet 2000, applicables aux établissements nommés respectivement VEOLOG-1 et VEOLOG-2, sont remplacés par :

« Les eaux d'extinction d'un éventuel incendie doivent pouvoir être confinées dans les quais de chargement, construits pour contenir un volume de 1 500 m<sup>3</sup> au droit du bâtiment VEOLOG-1 et un volume de 2 100 m<sup>3</sup> au droit du bâtiment VEOLOG-2. Les bâtiments sont aménagés en conséquence (seuils périphériques ou pentes). Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin traitement approprié. Leur rejet doit respecter les valeurs limites fixées à l'article 8 du présent arrêté. Une vanne de barrage clairement identifiée, est installée sur la canalisation de rejet des eaux pluviales en amont du séparateur d'hydrocarbures, à proximité du portail d'accès. Les modalités de mise en œuvre de cette vanne sont définies dans une consigne portée à la connaissance du personnel. »

#### Article 10 : nature des déchets produits

Les articles 6.2 des arrêtés préfectoraux n° 98-A-93-IC du 29 septembre 1998 et n° 2000-A-100-IC du 24 juillet 2000, applicables aux établissements nommés respectivement VEOLOG-1 et VEOLOG-2, sont remplacés par :

Les déchets produits sur le site en exploitation normale sont répertoriés dans le tableau suivant :

Référence nomenclature	Nature du déchet	Filières de traitement	Quantités annuelles
20 03 01	Déchets ménagers	DC2	/
20 01 01	cartons	recyclage	1 000 m <sup>3</sup>
20 01 07	bois	recyclage	/
20 01 04	plastiques	recyclage	1 000 m <sup>3</sup>

## Article 11 : accès, voies et aires de circulation

Les articles 8.1.2 des arrêtés préfectoraux n° 98-A-93-IC du 29 septembre 1998 et n° 2000-A-100-IC du 24 juillet 2000, applicables aux établissements nommés respectivement VEOLOG-1 et VEOLOG-2, sont remplacés par :

« A l'intérieur de l'établissement, les voies de circulation, les pistes et voies d'accès sont nettement délimitées, entretenues en bon état, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet (fûts, emballages, ...) susceptible de gêner la circulation.

Les bâtiments sont facilement accessibles en toutes circonstances par les services de secours. Des voies de circulation sont aménagées pour que les engins d'incendie puissent évoluer sans difficulté sur le périmètre des entrepôts.

Les voies auront les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande .....4,00 m au droit de VEOLOG-1
- de roulement ..... 3,00 m (VEOLOG-2) bandes réservées au stationnement exclues
- rayons intérieurs de giration ..... 11,00 m
- hauteur libre ..... 3,50 m

Un espace libre d'au moins 1 mètre de large (maximum 8 m) devra subsister entre la voie échelle et la façade des bâtiments.

A partir de ces voies, les sapeurs pompiers doivent pouvoir accéder à toutes les issues de l'entrepôt par un chemin stabilisé de 1,30 m de large au minimum et sans avoir à parcourir plus de 60 m.

Les points d'aspiration doivent toujours être d'un accès facile et aménagés au plus près des réserves ou points d'eau naturels afin de constituer des aires ou plate-formes dont la superficie sera telle que la manœuvre des engins et la manipulation du matériel puissent s'effectuer aisément. Cette superficie sera au minimum de :

- 12 m<sup>2</sup> (4 m de longueur et 3 m de largeur pour les motopompes)
- 32 m<sup>2</sup> ((8 m de longueur et 4 m de largeur pour les autopompes)

La hauteur pratique d'aspiration ne devra pas dépasser 5 m au dessus de l'axe de la pompe avec une immersion de la crépine de 0,80 m au dessous du niveau le plus bas du plan d'eau.

Ces points d'aspiration seront en tout temps signalés par des pancartes très visibles. »

## Article 12 : locaux et bâtiments résistant au feu

Les articles 8.2.1 des arrêtés préfectoraux n° 98-A-93-IC du 29 septembre 1998 et n° 2000-A-100-IC du 24 juillet 2000, applicables aux établissements nommés respectivement VEOLOG-1 et VEOLOG-2, sont remplacés par :

« Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie.

Le bâtiment VEOLOG-1 est divisé en cellules de stockage de 8 200 m<sup>2</sup> au plus, isolées par des parois coupe-feu de degré 2 heures.

Le bâtiment VEOLOG-2 est divisé en 3 cellules de stockage de 9 314,50 m<sup>2</sup>, 9 545,50 m<sup>2</sup> et 10 760 m<sup>2</sup>, isolées par une paroi coupe-feu de degré 2 heures. Le mur Nord de la 3ème cellule est également coupe-feu de degré 2 heures.

Les portes séparant les cellules de chacun des entrepôts sont coupe-feu de degré 1 heure et sont munies de dispositifs de fermeture automatique, équipés de détecteurs autonomes, permettant l'ouverture de l'intérieur de chaque cellule. Lorsque ces dispositifs se révèlent incompatibles avec les conditions d'exploitation, des solutions équivalentes (rideaux d'eau coupe-feu 2 heures) peuvent être adoptées.

La toiture comporte au moins 2 % de sa surface, en dehors d'une zone de 4 mètres de part et d'autre des murs coupe-feu séparant deux cellules, des éléments permettant l'évacuation des fumées en cas d'incendie. Sont intégrés dans ces éléments des exutoires de fumées et de chaleur à commande automatique et manuelle dont la surface est d'au moins 1 % de la surface totale de la toiture. Les matériaux susceptibles de concentrer la chaleur par effet optique sont interdits.

Les commandes d'ouverture manuelle de ces dispositifs doivent être facilement accessibles depuis les issues de secours et être correctement signalées.

La diffusion latérale des gaz chauds est rendue impossible par la mise en place d'écrans de cantonnement aménagés pour permettre le désenfumage. »

### **Article 13 : locaux techniques**

Les articles 8.2.3 des arrêtés préfectoraux n° 98-A-93-IC du 29 septembre 1998 et n° 2000-A-100-IC du 24 juillet 2000, applicables aux établissements nommés respectivement VEOLOG-1 et VEOLOG-2, sont remplacés par :

« Les locaux techniques (chaufferie, atelier de charge, transformateur ...) sont séparés des zones de stockage par des parois coupe-feu 2 heures.

Les portes d'accès sont pare-flamme 1/2 heure dans le bâtiment VEOLOG-1 et pare-feu 1 heure dans le bâtiment VEOLOG-2 . »

### **Article 14 : chauffage et ventilation des locaux**

Les articles 8.9.4 des arrêtés préfectoraux n° 98-A-93-IC du 29 septembre 1998 et n° 2000-A-100-IC du 24 juillet 2000, applicables aux établissements nommés respectivement VEOLOG-1 et VEOLOG-2, sont remplacés par :

« Le chauffage de l'entrepôt VEOLOG-1 est réalisé par infrarouge court (IRC). Les radiants seront implantés dans l'axe des allées à une distance minimale de 2 mètres des produits stockés.

Le chauffage de l'entrepôt VEOLOG-2 est réalisé par les unités de climatisation autonomes installées en toiture. Tout dispositif de ventilation mécanique est conçu en vue d'éviter une propagation horizontale du feu. Les conduits de ventilation sont munis de clapets coupe-feu à la séparation entre les cellules. »

### **Article 15 : matériel de lutte contre l'incendie**

Les articles 8.12.2 des arrêtés préfectoraux n° 98-A-93-IC du 29 septembre 1998 et n° 2000-A-100-IC du 24 juillet 2000, applicables aux établissements nommés respectivement VEOLOG-1 et VEOLOG-2, sont remplacés par :

« L'établissement doit disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et au moins :

- d'un système d'extinction automatique d'incendie (type sprinklage), raccordé à 1 cuve de 488 m<sup>3</sup> pour le bâtiment VEOLOG-1 et à 2 cuves de chacune 489 m<sup>3</sup> pour le bâtiment VEOLOG-2 ;

- d'un réseau d'extincteurs placés en des endroits signalés et rapidement accessibles en toutes circonstances du type :

- à eau pulvérisée (ou équivalent) permettant d'assurer une capacité d'extinction égale ou supérieure à celle d'un appareil de type 21A pour 250 m<sup>2</sup> de superficie à protéger (minimum de 2 appareils par atelier, magasin, entrepôt),
- à anhydride carbonique (ou équivalent), près des tableaux et machines électriques,

- de robinets d'incendie armés (RIA) installés de telle sorte que chaque point de la surface à protéger soit atteinte par 2 jets au moins.

- de 6 poteaux incendie normalisés répartis sur le site, dont 3 au moins peuvent assurer simultanément un débit de 180 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar de pression dynamique.

- d'un poteau incendie public

Le site dispose en outre d'une réserve d'eau d'au moins 1 000 m<sup>3</sup> équipée de prises d'eau permettant la mise en aspiration des engins de lutte contre l'incendie, ainsi que d'un poteau incendie public dont l'accès est facilité par un portillon pour un accès direct. Les services de secours ont accès au site et au bassin en toutes circonstances. »

### **Article 16 : modalités d'application des autres dispositions des arrêtés préfectoraux n° 98-A-93-IC du 29 septembre 1998 et n° 2000-A-100-IC du 24 juillet 2000**

Les autres articles des Arrêtés préfectoraux n° 98-A-93-IC du 29 septembre 1998 et n° 2000-A-100-IC du 24 juillet 2000, applicables sans distinction entre les établissements nommés VEOLOG-1 et VEOLOG-2, restent applicables au site unifié VEOLOG.



## **Article 17 : Mise à jour des documents**

L'ensemble des plans du site, les consignes et les procédures sont mis à jour et datés, afin de prendre en compte les modifications d'exploitation du site.

## **Article 18 : Délais et voies de recours**

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25 rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne cedex : (soit par courrier soit par le biais du site de téléprocédures [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr))

1° par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 dans un délai de deux mois du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1er jour d'affichage.

Conformément à l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Conformément à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou de dépôt du recours contentieux.

## **Article 19 : Droits des tiers**

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du Préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement. Le Préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut de réponse, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le Préfet fixe les prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

## **Article 20 : Exécution et diffusion**

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information, à la délégation territoriale de l'Agence régionale de santé (ARS), au Service départemental d'incendie et de secours, à la direction de l'Agence de l'eau, ainsi qu'à Monsieur le maire de Bussy-Lettrée qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à la société VEOLG, dont le siège social est situé ZAC n°1 - rue Henri Guillaumet – Vatry-Aéroport – 51230 Bussy-Lettrée.



Monsieur le Maire de Bussy-Lettrée procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, ils dresseront un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairies aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires. Cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans la Marne pendant une durée minimale de 4 mois.

Châlons-en-Champagne, le **03 FEV. 2026**

**Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,**

**Raymond YEDDOU**

